Elections Législatives du 23 Novembre 1958

CIRCONSCRIPTION D'ANGOULÊME

Mes Chers Concitoyens,

Vous connaissez mes convictions. Je n'en ai pas changé depuis que vous m'avez en 1945 accordé, pour la première fois, vos suffrages.

J'étais alors un très jeune homme, sorti des durs combats pour la libération de la Patrie et de la République.

Engagé volontaire en septembre 1939, j'avais, dans les luttes de Résistance, rejoint le Parti Communiste Français dont des dizaines de milliers de combattants donnèrent leur vie pour la liberté et la grandeur de la France.

Mes origines populaires, les connaissances que j'avais pu acquérir, m'inclinaient naturellement à embrasser cet idéal. Je suis plus convaincu que jamais que le régime capitaliste, fondé sur la richesse démesurée, la toute puissance occulte d'une minorité et sur la gêne, la misère, l'insécurité du plus grand nombre des travailleurs, ne convient plus à notre époque. **Cruel aux vieux, il bouche l'avenir à la jeunesse.** Tôt ou tard, ce système devra faire place, chez nous aussi et dans les conditions propres aux traditions et au génie français, à un autre plus moderne, plus juste, plus humain.

Le régime **socialiste**, à qui l'avenir appartient, donnera la première place dans l'Etat, aux travailleurs manuels et intellectuels. Hommes et femmes de labeur et de cœur, ne sont-ils pas à la ville comme à la campagne les véritables créateurs des richesses nationales et la meilleure chance de progrès et de paix sur la terre !

Mais pour préparer cette marche en avant, encore ne faut-il pas reculer aujourd'hui.

Elu des ouvriers, des paysans et des intellectuels de progrès formés par la grande tradition laïque, je m'adresse à eux, aujourd'hui, en toute franchise car je peux sans crainte, me présenter devant eux. Je suis resté fidèle au mandat qu'ils m'avaient confié et ne souhaite rien d'autre qu'être jugé sur mes actes et sur mes votes.

En toutes circonstances, je crois m'être montré digne des responsabilités de la vie publique. S'il n'y a pas là grand mérite puisque la simple honnêteté le commandait, il n'en est pas moins vrai, hélas ! qu'elle est loin d'être la règle pour tous.

Quel est le devoir de l'heure ?

A mon avis de sauvegarder **les libertés publiques et individuelles** et de travailler résolument à négocier au plus tôt une **paix juste et durable en Algérie.** Ainsi seulement serait soulagée l'angoisse de tant de familles et libérés d'énormes crédits indispensables à la vie économique, à la construction d'écoles, de **logements** en nombre suffisant et à prix abordables, etc... La hausse continue du coût de la vie pourrait enfin être freinée.

Saluer, comme le Général de Gaulle vient de le faire, le courage des combattants Algériens est une chose. Mais ne nous leurrons pas, si on ne fait pas droit pour l'essentiel à la volonté des Algériens de diriger leurs propres affaires, la chance de mettre fin à cette atroce guerre sera perdue. Perdue aussi l'occasion d'associer étroitement, demain, à la France une Algérie libre et amie.

Le devoir de l'heure est aussi de **défendre activement les droits et les moyens d'existence des travailleurs** menacés par le chômage. Il est d'améliorer sans délai les salaires des **ouvriers et employés**, le traitement des **fonctionnaires** et la retraite des **vieux** et, pour permettre aux **ménagères** de faire face à la vie chère, d'augmenter les **allocations familiales**. La crise économique qui s'amorce exige encore de venir en aide aux **petites et moyennes exploitations agricoles, aux artisans et aux boutiquiers** qui n'ont rien de bon à attendre des grands financiers **directement** installés désormais au gouvernement (Banque Rotschild, Banque Lazare, Banque de l'Union Parisienne, etc...).

Le devoir est encore de rendre à la France son indépendance complète vis-à-vis de l'Est comme de l'Ouest et ses initiatives en faveur du désarmement et de la détente internationale. Sa véritable grandeur est dans cette voie et non dans la recherche d'une place de choix dans le camp américain.

Pourquoi en sommes-nous là ?

Si ces tâches n'ont pas été convenablement accomplies jusqu'ici, si elles restent difficiles, la cause véritable en est, à mon sens, dans la division des forces ouvrières et démocratiques qui a, au mépris de la volonté des électeurs, écarté depuis plus de 11 ans les élus communistes de toute participation au gouvernement.

Ainsi les affaires de la France ont été dirigées depuis 1947 par les éternels « apparentés » :

— BIDAULT ou PFLIMLIN pour le M.R.P. (dont se réclame aujourd'hui le candidat M. TARDAT),
— SOUSTELLE et CHABAN-DELMAS, « gaullistes » (auxquels est rattaché M. RETHORE),
— PINAY et DUCHET (du même Parti « indépendant » que M. THEBAULT),
— René MAYER et GAILLARD, au nom du Parti Radical,
— RAMADIER et Guy MOLLET pour les Socialistes (comme M. POITEVIN).

Quelles que soient leurs disputes apparentes, ces hommes et ces partis, qui sont encore pour la plupart dans le gouvernement du général de Gaulle, n'ont cessé de pratiquer au fond la même politique.

Comment ne pas souligner ici la responsabilité particulière de tant d'hommes, élus de gauche, dont la préoccupation dominante est restée l'anticommunisme, et qui, comme leur chef Guy MOLLET, n'ont rien de plus pressé, dès le lendemain des élections, que de pactiser avec la droite.

Comment voter utilement ?

Pour faire front à l'offensive des forces sociales et politiques les plus réactionnaires, il faut leur opposer un barrage solide. Voilà le seul vote utile.

Mais, disent certains, aux républicains de cette circonscription : pour faire échec à M. THEBAULT, candidat des forces cléricales et fascistes, il vaudrait mieux voter pour le « Centre gauche »...

C'est oublier, un peu vite, que le candidat socialiste, M. POITEVIN (qui organise cette propagande), fut justement élu, en avril dernier, conseiller général, grâce à l'appui que lui apportait publiquement M. THEBAULT et qu'il attend au 2e tour les voix du candidat M. R. P., M. TARDAT. Qui peut croire que M. POITEVIN, s'il était élu, tiendrait plus ferme dans ses votes que ses amis, associés aujourd'hui, comme Guy MOLLET, à MM. SOUSTELLE et PINAY au sein du gouvernement ?

Dans la prochaine Assemblée, aux pouvoirs réduits par la constitution autoritaire actuelle, rien ne serait, à mon sens, plus grave que la disparition, face à une majorité docile, de toute véritable opposition. L'opposition certes doit être constructive, mais avant tout libre de toute compromission et résolue : résolue à faire entendre votre voix, à vous défendre contre tous les empiètements, toutes les menaces, et à préparer le renouveau national et républicain.

Je comprends les hésitations et les inquiétudes de bien des électeurs socialistes qui souffrent de voir leur Parti servir trop souvent de marchepied à la droite. Je n'ai pas cessé de lutter pour l'unité ouvrière, l'unité des communistes et des socialistes, et je n'y renoncerai pas. Mais je leur demande de regarder les choses en face avant de décider librement de leur vote : le candidat de gauche qui, à chaque élection législative est en tête dans cette circonscription, n'est pas — ils le savent bien — M. POITEVIN. C'est le candidat communiste.

Le seul moyen de battre M. THEBAULT pourrait-il être de voter pour celui qui a le moins de voix ?...



TRAVAILLEURS et DÉMOCRATES, si vous partagez cette opinion que la fermeté politique sera demain, plus encore qu'hier, indispensable à la République, vous voterez le 23 NOVEMBRE pour un homme qui, étranger à tout sectarisme, défendra, vous le savez, vos intérêts et votre cause SANS DÉFAILLANCE, et restera, si vous lui renouvelez votre confiance, l'élu de tous les RÉPUBLICAINS.

Jean PRONTEAU

Ex-Lieutenant-Colonel « Cévennes »,
Chevalier de la Légion d'honneur
au titre de la Résistance,
Croix de guerre avec palme,
Député de la Charente depuis la Libération,
Membre du Comité central
du Parti Communiste Français,
Candidat.



REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Docteur Louis FERRAND

Maire adjoint d'Angoulême.

IMPRIMERIE MODERNE-ANGOULÊME - 11 - 1958